

Nous sommes le collectif Kiboko, collectif actif contre les violences policières et le racisme en suisse romande. Nous sommes là, à la Grève Féministe de Lausanne, pour vous parler de Mike Ben Peter.

Mike Ben Peter a été assassiné par la police en 2018 à la Rue Sainte-Luce à Lausanne, à la suite à des coups et blessures et un plaquage ventral infligé par six policiers.

Mike Ben Peter était un homme noir, d'origine nigériane, un père de famille, un mari, un ami. À cause de son statut social et du fait qu'il était noir, son nom a été sali au lendemain de sa mort: la victime a été criminalisée par des grands médias suisses racistes, relayant sans le questionner le communiqué de la police de Lausanne qui justifiait sa mort par une overdose.

Depuis 2018, une enquête bancal a lieu. L'enquête de voisinage quasi inexistante a été bâclée. La famille n'a pas été soutenue. Après le meurtre, les policiers, alors qu'ils venaient d'ôter la vie, n'ont pas été séparés et ont eu plusieurs heures pour se concerter sur leur version des faits. Les assassins de Mike sont restés en services pendant ces 5 longues années.

Depuis lundi, le jugement des six policiers qui ont tué Mike se déroule au tribunal de rRnens.

Au vu de la brutalité intentionnellement infligée à Mike, l'avocat a tenté de requalifier le chef d'accusation d'homicide par négligence pour un homicide par dol éventuel: cela veut dire que les policiers savaient que leurs actes pouvaient mener à la mort. Mais ils l'ont fait quand même.

Il a aussi demandé à ce qu'on entende deux témoins qui ont assisté à la scène, ce qui lui a également été refusé, la justice estimant que leur déposition faite à l'époque à la police était suffisante.

De manière générale, toutes les requêtes de l'avocat ont été rejetées.

Toutefois, un autre témoin dans l'affaire amène un nouvel élément: il a vu les policiers laisser Mike pour mort au sol pendant plusieurs dizaines de minutes, témoignage qui a été occulté pendant 5 ans. Le témoin décrit Mike, recouvert par une couverture et laissé de côté alors que les policiers et les secours discutaient. Cela contredit complètement la version policière officielle selon laquelle Mike serait mort au CHUV le lendemain matin. Nzoy aussi, il avait été laissé agonisant à la gare de Morges pendant 4 minutes après que la police lui aie tiré dessus.

Tout cela est choquant, mais peu surprenant: comment peut-on s'attendre à ce que le ministère public juge ses policiers, sans instance indépendante? C'est comme si l'on demandait à un parent de juger ses propres enfants.

Pendant trois jours, on aura entendu les témoignages contradictoires des accusés, bien entraînés mais imprécis, ainsi que l'étalage de leurs sentiments et émotions après avoir ôté la vie d'un homme. Aujourd'hui, un des policiers a témoigné avoir parfois de la peine à dormir. Ces gens sont nés avant la honte.

Mais tous les policiers restent fermes et martèlent comme un seul homme: nous n'aurions pas procédé autrement durant intervention. Nous espérons désespérément que le verdict qui tombera la semaine prochaine ne nous confirmera pas une énième fois la complaisance de l'état vis à vis de ses policiers.

Bridget, la femme de Mike, elle, est restée cinq ans sans réponses, et nous espérons que justice sera faite pour elle et sa famille.

Les femmes des victimes de violences policières, pour la plupart des femmes racisées, portent une charge multiple. Elles doivent faire leur deuil dans des conditions tragiques. Elles sont tuées et

niées par un système judiciaire, médiatique et politique qui ne les entend pas, qui ne les accompagne pas. Elles se retrouvent isolées, doivent souvent prendre seules en charge leurs enfants, et mener une vie de lutte.

La mère de Mike est décédée deux mois après les funérailles de son fils. Bridget, la femme de Mike s'occupe de ses trois enfants, et peine à joindre les deux bouts.

Les femmes, les personnes noires et non-blanches, les pauvres, les personnes queers, les travailleur·euse·x précaires, sont toutes victimes de la violence d'un Etat blanc et patriarcal. L'antiracisme, les luttes anticarcérales et contre les violences policières sont intrinsèquement liées aux luttes féministes.

Nous luttons toutes ici contre toutes les oppressions systémiques, et quand un de nous tombe, c'est tout le monde qui se soulève.

Parce que quand un policier tue sa femme avec son arme de service à Bussigny en 2021, c'est nous toutes qui nous soulevons.

Parce que quand à Zürich, un jeune perd son oeil au cortège du 1er mai de cette année, c'est nous toutes qui nous soulevons.

Parce que quand Claudio, un jeune homme noir, se fait tabasser par cinq flics jusqu'à avoir des plaies ouvertes jusqu'à l'os alors qu'il faisait son jogging à Lausanne en 2016, c'est nous toutes qui nous soulevons.

Parce que quand des flics genevois arrachent des passes à des travailleuses du sexe du quartier des Pâquis à Genève sous la menace d'amendes, c'est nous toutes qui nous soulevons.

Parce que quand Mike Ben Peter, un homme noir, sans papier se fait arracher la vie par six policiers lausannois, laissant une famille derrière lui, c'est nous toutes qui nous soulevons.

Les mobilisations de masse actuelles créent des solidarités entre les luttes et c'est maintenant que nous avons le devoir de les consolider, de se soutenir mutuellement.

Tous ces noms, nous ne les dirons jamais assez: Mike, Nzoy, Hervé, Lamine et tous les autres. Une attaque contre l'un de nous est une attaque contre nous toutes.

Le 22 juin a lieu le verdict du procès, venez soutenir nombreu·ses·x la lutte pour Mike et scander son nom, pour que justice soit faite!

Justice for Mike, justice for all

Si vous souhaitez soutenir la famille de Mike et faire un don, vous pouvez nous contacter directement sur instagram @collectif.kiboko